



Déclaration de la FSU au CTA du 24 janvier 2012

Lors du dernier CTA, nous avons déjà tiré le signal d'alarme en soulignant les conséquences néfastes des orientations gouvernementales (budget, contre-réformes) sur le Service Public d'Education et ses personnels, et sur la réussite des élèves. Dans l'académie, comme le montrent les documents du rectorat sur le bilan de la rentrée 2011, ces choix ont actuellement des effets mesurables, notamment sur la baisse du nombre de jeunes qui parviennent à poursuivre des études et à réussir dans le second cycle : baisse du taux de réussite au DNB et au Bac pro, augmentation des sorties en fin de 3ème, taux de passage en Seconde inférieur aux prévisions, augmentation des sorties en cours de cursus en LP, etc. Les formations publiques, les seules qui aient vocation à assurer à tous une formation initiale solide, sont fortement fragilisées. Malgré son coût pour les familles, l'enseignement privé tire son épingle du jeu, ainsi que l'apprentissage dès la sortie du collège, en dépit de son caractère discriminant et du peu de perspectives qu'il offre aux jeunes à ce niveau. Le service public a de plus en plus de mal à remplir son rôle et l'accès à la formation devient de plus en plus inégalitaire.

Alors qu'un plan d'urgence serait nécessaire, dans une académie où l'enjeu de la démocratisation de la formation se pose de façon particulièrement aiguë, notamment pour les enfants des familles modestes, alors qu'il faudrait absolument dégager des moyens supplémentaires pour inverser ces tendances, la dotation académique pour la prochaine rentrée est une nouvelle fois en baisse :

- Dans le premier degré, 172 postes de PE sont supprimés alors que les effectifs sont quasiment stationnaires (moins 266 élèves pour toute l'académie) et 24 intervenants en langues de moins.
- Dans le second degré, les établissements sont une fois de plus très lourdement ponctionnés, avec le retrait prévu de 241 postes, au-delà de la prévision des effectifs, dont la baisse relative (et limitée aux lycées, les effectifs de collège étant en augmentation) est liée en partie à des sorties qui devraient être combattues. La situation des collèges et lycées, en regard d'une moyenne nationale qui se rétrécit comme une peau de chagrin chaque année, serait plus favorable ! les classes ne seraient pas encore assez remplies, laisse entendre l'administration rectorale ! Quant aux moyens de remplacement, ils ont atteint un tel niveau d'insuffisance que l'administration en arrive à proposer à des professeurs retraités de reprendre du service comme vacataires.

- Enfin, alors que les établissements et services fonctionnent déjà dans des conditions extrêmement tendues, ils vont devoir supporter une nouvelle ponction de 13 postes de personnels administratifs.
- Pour le service social, aucune création de poste, la dernière remontant déjà à 2003. Depuis, il est enkysté dans une situation de pénurie largement préjudiciable aux missions de prévention. En effet les collègues qui suivent les élèves ont en charge de 2 à 6 établissements. Cette pénurie s'articule avec l'absence particulièrement inquiétante de l'ouverture du concours.
- Aucun poste supplémentaire d'infirmière, alors que, malgré les créations dont a bénéficié l'académie durant cinq ans, il en manque encore une cinquantaine pour que chaque établissement du second degré dispose d'une infirmière à temps plein. Plusieurs postes restent vacants ou sont occupés par des infirmières contractuelles.

Dans tous les secteurs, la charge de travail des personnels va s'alourdir, mais le projet académique en discussion souhaite les « mobiliser » pour une meilleure efficacité, et pour des tâches nouvelles ! Quant aux élèves, ils feront les frais de l'augmentation des effectifs par classe, à tous les niveaux, mais bien sûr il suffira que l'équipe éducative se retrouse les manches pour qu'ils puissent disposer d'un suivi encore plus individualisé, même si l'enseignant a devant lui un public plus nombreux, regroupant des âges, des niveaux, des séries différentes !

Sur consigne du ministre, vous avez refusé que les organisations syndicales puissent exprimer par leur vote leur refus unanime des conditions de préparation de la rentrée 2012. Nous avons donc décidé la semaine dernière, dans une démarche unitaire, de protester contre ce recul du dialogue social, et de faire connaître publiquement, en refusant de siéger, notre rejet de la dotation académique et de ses conséquences pour les élèves et les personnels.

Comme vous le savez, les personnels de l'Education ont aussi porté fortement, le 31 janvier, leur exigence de la suspension des suppressions de postes et d'un plan d'urgence pour l'Education. La FSU appelle l'ensemble des personnels à continuer à se mobiliser, dans les écoles, établissements et services.